

page 5

éditorial

PRE

Comment penser l'Asie, nouveau pivot stratégique de la planète, son immensité, sa diversité, ses rapports avec le reste du monde, sans s'enfermer dans l'obsession de la montée en force de la Chine ? C'est là l'enjeu majeur du concept d'Indo-Pacifique, auquel *Politique étrangère* consacre son dossier.

Derrière un terme né de la première décennie du siècle, plusieurs projets stratégiques sont à l'œuvre. Il s'agit d'abord de prendre en charge un fait lourd : le décollage des économies asiatiques, et spécialement de la Chine, dessine une géographie des échanges inédite<sup>1</sup>. Les voies maritimes prédominantes relient désormais le Pacifique à l'ensemble Méditerranée-Moyen-Orient *via* l'océan Indien – ce que traduit d'ailleurs au mieux le projet chinois Belt and Road (les Nouvelles routes de la soie), à l'imposante composante portuaire et maritime. Géo-économiquement, sans être le seul à compter, l'espace indo-pacifique a son unité – qu'on pense au poids de la ceinture des ports asiatiques ou à l'importance des importations énergétiques asiatiques et donc des voies de transit. Géo-stratégiquement, c'est dans cet espace économique que s'expriment les nouvelles puissances d'Asie (s'y reconfigure donc la hiérarchie des puissances mondiales), et que les échanges permettant leur développement sont structurants et potentiellement vulnérables.

Dimension économique (place de l'Asie dans le commerce mondial), dimension politique (prétentions de puissance), dimension militaire (sauvegarde des souverainetés et protection des voies d'échange) : sous ce triple signe, l'espace qui va du Moyen-Orient et de l'océan Indien jusqu'au Pacifique, où se font face les deux puissances majeures de la planète, a tout pour figurer l'enjeu décisif des décennies à venir.

La prise en compte de l'unité nouvelle, et de l'importance mondiale, de cet espace ne saurait pourtant faire oublier deux autres objectifs du concept d'Indo-Pacifique. Le premier est de constituer une matrice géopolitique insérant la puissance chinoise dans un cadre large pour la limiter, la contenir, lui susciter des contrepoids, bref l'intégrer dans un concert de puissances allant de l'Inde à l'Australie en passant par les États-Unis – toujours dominants dans le grand Pacifique –, et les États européens présents dans la zone. Second projet, écho du premier : organiser dans cette matrice commune les stratégies nationales de l'ensemble des États « extérieurs » à la zone mais qui entendent y défendre des intérêts.

---

1. Sur les nouvelles problématiques maritimes, on se reportera à : T. de Montbrial et D. David (dir) : *Ramses 2020. Un monde sans boussole ?*, partie 2, chapitre « Les Mers dangereuses », Paris, Ifri/Dunod, 2019.

L'identification d'un espace stratégique suffit-elle à définir un concept stratégique ? Et quelle peut être, au-delà de la théorie, la portée de ce dernier ? L'intérêt de l'Indo-Pacifique est sans conteste de tenter de penser un monde nouveau. Mais il a ses limites. L'obsession du défi chinois teinte l'approche qu'ont les États-Unis de ce concept d'une dimension excessivement bilatérale, et militaire. Et si Washington compte dans la région plusieurs alliés de poids, ceux-ci – et d'autres – peuvent redouter que le partenariat américain ne les pousse à une logique confrontationnelle avec Pékin. La Chine, elle, a bien saisi la volonté de l'encadrer dans un ensemble de puissances où son poids régional dominant se trouverait relativisé. Elle redoute aussi les logiques militaires qui pourraient se développer dans cet espace : redéploiement des forces américaines, déploiements de missiles après la liquidation du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), ou de systèmes anti-missiles, affirmation renforcée de l'Australie et de l'Inde, présence de forces européennes...

Sur un autre plan, quelle place cet étalonnage d'une vaste zone de la planète sur un nouvel équilibre des puissances laisse-t-il à la diversité de cet immense espace ? Le Pacifique Sud, avec ses logiques de souverainetés éclatées, de sauvegarde environnementale, demain peut-être de migrations climatiques, est-il pris en compte, et comment, dans le concept global ? Comment celui-ci voit-il le rôle des organisations locales et régionales déjà existantes – au premier chef de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) ? Quel serait le rôle des puissances européennes – et de la France, présente dans la région... –, et de l'Union européenne elle-même, dans cette vaste vision ?

Les interrogations sont multiples, et légitimes, autour d'un concept – l'Indo-Pacifique –, qui a le mérite d'obliger à penser de manière inédite des enjeux neufs, et le défaut, par sa globalité, de susciter quelques ambiguïtés. C'est à les décrire, ou à les dissiper s'il est possible que s'attache ce dossier de *Politique étrangère*.

\*\*\*

Autre question, autre débat à l'ordre du jour – immédiat : le Sahel est-il condamné au double malheur de la pauvreté et de la violence ? Corollaire : les acteurs extérieurs qui y interviennent risquent-ils d'échouer et de s'y embourber ?

Les deux voix du *Contrechamps* de ce numéro s'accordent sur la multiplicité des causes du désordre : exogènes (déstabilisation de pays proches, Algérie, Libye ; apports externes islamistes, évolution climatique...),

et endogènes (frontières difficilement défendables, corruption des institutions, impuissance des États et de leurs forces armées à protéger les populations, catastrophe économique générant déplacements et conflits internes...)

Le constat sur la situation actuelle peut être consensuel : la violence ne recule pas ; elle traduit des projets très divers, que les Européens se trompent à réduire au terme-valise de «terrorisme» ; les forces armées locales, dans le meilleur des cas entament un long apprentissage vers leur devoir de protection de leurs propres populations ; dans le pire constituent un facteur de radicalisation de ces dernières ; les États n'exercent sur leurs territoires qu'une souveraineté très inégale ; le relèvement économique n'est guère à l'ordre du jour.

Le débat porte, comme prévu, sur les tendances d'avenir. La régionalisation de la lutte contre la violence et de l'intervention internationale annonce-t-elle une meilleure efficacité – même si, en toute hypothèse, le délai requis doit être long ? Ou les efforts des intervenants extérieurs, en particulier européens, sont-ils vains parce qu'impuissants à s'attaquer aux problèmes de fond ? L'aide internationale n'est-elle pas vue comme une nouvelle rente par des États gangrenés ? Les appareils de sécurité, en dépit de leurs efforts d'adaptation, ne sont-ils pas de plus en plus déconnectés des vrais défis de leurs sociétés ?

La discussion est ici capitale : pour l'avenir de la zone sahélienne elle-même ; pour son voisinage (en particulier pour le destin de l'Algérie, acteur essentiel, quoi qu'elle en dise publiquement, pour la stabilisation de son grand Sud) ; pour les intérêts européens. Quels sont les véritables intérêts de sécurité européens en cause ? Et le modèle d'intervention européenne survivrait-il à un éventuel échec sahélien ?

L'Afrique et l'Europe : deux autres contributions de ce numéro se font l'écho de leurs relations chaotiques, dans l'histoire et aujourd'hui. La première en dressant le constat de l'impuissance des Européens à adopter une politique concertée de l'asile – ce qui préjuge mal d'une possible politique commune des migrations... La seconde rappelle l'héritage allemand sur le continent noir : le premier génocide – en Namibie – du xx<sup>e</sup> siècle est-il formellement reconnu ; doit-il faire l'objet, au-delà de la repentance, de réparations ? Une question qui intéresse les Grecs, mais dit surtout que l'héritage européen en Afrique est loin d'être soldé.

## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



### TARIFS 2019

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	■ 23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	■ 20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>